

« Voici le gouvernement des comptables revanchards »

FÉDÉRAL Bruno Tobbac, président du SP.A, prédit le pire à la classe moyenne

► Le chef de l'opposition flamande accuse la majorité suédoise de vouloir détruire le modèle de Sécurité sociale.
► Et comprend mal pourquoi les Wallons acceptent de se faire diriger par Bart De Wever.

ENTRETIEN
Président d'un SP.A sorti groggy des élections du 25 mai (lire ci-contre), Bruno Tobbac tente de bâtir un discours d'opposition. Dans le collimateur : le gouvernement Bourgeois en Flandre. Dans le viseur : le gouvernement Michel (« Pourquoi pas De Wever ? ») au fédéral. Une rentrée politique tout en contre-attaque...

Le programme du gouvernement flamand (non-indexation des allocations familiales, réduction des moyens en culture, augmentation des tarifs d'inscription à l'université et des crèches...) préfigure-t-il ce qui se produira au fédéral ? Le MR, qui se dit au centre dans cette coalition, prétend pouvoir adoucir les intentions N-VA, CD&V et VLD...

Oui, la « suédoise » s'inscrit dans la logique du gouvernement flamand. Le MR au « centre », c'est pour rire ? C'est peut-être cela qui ne plaît pas à Didier Reynders... Je connais un peu le paysage politique francophone : présenter le MR en successeur du PS, c'est très fort. Le CD&V, lui, se dit à gauche dans cette coalition ! Il veut taxer les riches ! S'il l'avait voulu, il n'avait qu'à le proposer sous le

gouvernement sortant, où il y avait les socialistes qui n'attendaient que ça !

Le programme n'est pas connu, mais pouvez-vous déjà qualifier le gouvernement qui vient ?

Un gouvernement de comptables revanchards. Je me réfère encore au programme flamand : prenez le débat sur la fin de la gratuité dans les transports pour les pensionnés... Qu'est ce que ça rapporte ? Dix millions d'euros, en comptant large ! Tout ça pour ça. Non, c'est une revanche sur l'idée de progresser ensemble, sur une conception de la société, une revanche sur les socialistes. La revanche des comptables sur les idées. C'est vrai dans les transports, la santé, la culture... Ils disent : « Oubliez les grandes ambitions, oubliez tout ça, l'endettement est horrible, il faut faire face »... Or, après vingt ans de gestion socialiste, la Flandre n'a presque pas de dette !

Vous parlez d'« ambitions », les négociateurs de la suédoise en affichent deux au moins : une réduction des charges pour les entreprises, et des mesures de soutien à la classe moyenne.

Mais on est en train de détruire la classe moyenne à l'échelle européenne ! L'Europe y a travaillé, la Belgique est en retard et c'est ce dont va s'occuper le gouvernement qui vient, voilà la réalité. C'est le grand paradoxe : on va faire cela alors que tout le monde explique maintenant qu'il faut faire le contraire, de

Draghi (Banque centrale européenne, NDLR) à Krugman (prix Nobel d'économie), en passant par les organisations internationales, ainsi que, visible-ment, la nouvelle Commission européenne, qui se rend compte de l'effet dévastateur des poli-

tiques qui ont dominé jusqu'ici. Prenez la réduction de charges, c'est ce qu'on a fait dans le gouvernement Di Rupo, mais rien n'est gratuit, et l'« opération » dont vous parlez, comment va-t-on la payer ? En se retournant

vers les gens, la classe moyenne, avec la TVA, la réduction d'allocations sociales, l'augmentation des tarifs publics, les transports... On va faire mal aux gens qui ne peuvent échapper à ces hausses de factures.

Vous parlez de « revanche » vis-à-vis des socialistes... Pourquoi fallait-il les évincer ?

Parce qu'ils empêchaient d'instrumentaliser la crise pour basculer vers ce que certains appellent les « réformes structurelles » sans limite : on a réformé mais en maintenant la sécurité sociale, en gardant des allocations de chômage, sans privatiser des pans des soins de santé, en maintenant le cap de sortie du nucléaire, etc. Des gens ont perdu des opportunités sur le marché belge à cause de cela, à cause de nous... Ils regardaient jalousement ce que faisaient d'autres pays, où l'on ouvrait tout grand la porte au privé... Il fallait donc nous rejeter pour déstructurer le modèle social, la Sécu, au bénéfice des assurances privées. Nous, on a toujours essayé de garder le privé dans la marge, afin que le niveau du service aux gens reste très élevé et que les soins de santé restent très accessibles, mais là, on va basculer.

Comment comptez-vous réagir à ce basculement ?

Expliquer à tous ces gens qui ont voté N-VA ou CD&V comment ils déconstruisent la société. Ils veulent transformer cette société où l'on offre des opportunités à

PRESIDENCE

« Il ne s'agit pas de moi »

Le sol tremble sous les pieds de Bruno Tobbac, 45 ans, aux commandes du SP.A depuis 2011 et, à ce titre, premier responsable de la relative déconvenue de son parti le 25 mai : 14 % des voix au nord, l'opposition au bout du compte. Il remettra son mandat en jeu l'an prochain. John Crombez, secrétaire d'Etat à la lutte contre la fraude dans le gouvernement Di Rupo, pourrait surgir dans la course. On en parle. Nous n'en sommes pas là. Bruno Tobbac ne laisse pas tomber : « Nous avons une ambition de changement. Il a commencé. Il ne s'agit pas de moi. Mon mandat de président prend fin l'année prochaine, et d'ici là, le combat pour la présidence se déroulera au moins dans un parti qui se sera réformé, c'est ma tâche. » Pour autant, le même évoque-t-il son départ en interne, en est-il question malgré tout, franchement ? « Franchement, non. Pas du tout. Je ne suis pas dans cet état d'esprit aujourd'hui. »

D.CI, D.V.

tous en une société où se côtoieraient des riches de plus en plus riches et... tous les autres. Nous allons proposer une alternative. Expliquer les avantages des investissements dans les transports, l'éducation, les pensions, les soins de santé. L'écrasante majorité des citoyens ne peuvent se payer ces services de qualité tout seuls, en optant pour un système privatisé.

En 1995, votre père a remporté les élections et a permis la reconduction du gouvernement Dehaene parce que les citoyens ont été effrayés par le programme de Guy Verhofstadt qui s'attaquait à la Sécurité sociale. Vingt ans plus tard, sur un thème semblable, vous perdez le scrutin. Pourquoi ?
Oui, le 25 mai, la Sécurité sociale

et les partis qui la défendent ont perdu. Parce que les gens ont peur. Les partis aujourd'hui au pouvoir ont réussi à les effrayer. Mais surtout à les fâcher. Ces adversaires de la Sécu utilisaient l'image du chômeur qui a passé toute sa vie aux crochets de la Sécu chômage et bénéficiera d'une pension aussi élevée que la leur... Cette réalité concerne moins de cent personnes, dans un modèle qui accorde une pension à près de deux millions d'autres. C'est avec les mêmes propos qu'ils défendent aujourd'hui la fin de la gratuité des transports publics. La ministre CD&V Hilde Crevits a fait remarquer qu'offrir un transport gratuit à des gens qui bénéficient d'une pension supérieure à 3.000 euros n'avait rien de social. Or, on dénombre en

Flandre 73 personnes bénéficiaires d'un tel niveau de pension. La pension de l'écrasante majorité des retraités ne dépasse pas les 1.200 à 1.300 euros. Ceux-là sentiront la différence. Nous avons eu beaucoup de difficultés pour contrer ces arguments. Si on met en place un système solidaire, il faut accepter la présomption d'innocence, un principe qui part de l'idée qu'il vaut mieux laisser un coupable en liberté que de condamner une centaine d'innocents. C'est quoi, l'ambition des nouveaux gouvernants ? Des budgets en équilibre ? Les tribus amazoniennes ont peut-être aussi des budgets en équilibre. De là à affirmer qu'elles sont heureuses... ■

**Propos recueillis par
DAVID COPPI
et DIRK VANOVERBEKE**

« La capitale wallonne ? Anvers ! »

Bruno Tobback est sur la même longueur que Johan Vande Lanotte. Ou Karel De Gucht. Pour lui comme pour de nombreux Flamands, c'est au président de la N-VA que doit revenir le poste de Premier ministre fédéral.

Bart De Wever, le Premier ministre logique, selon vous ?

Il a remporté les élections. La N-VA est le plus grand parti du pays. Mais si Charles Michel ou Didier Reynders veulent faire le travail à sa place, en lui assurant le confort de rester à Anvers, c'est leur droit. Charles Michel s'est fait piéger par le CD&V. C'est le CD&V qui, au lendemain des élections, a décidé de tourner le dos à la tripartite, en choisissant de s'allier à la N-VA au nord du pays. Ce qui a provoqué toutes les réactions en chaîne qui s'ensuivirent, dont le mariage entre PS et CDH en Wallonie. Le MR s'est jeté dans un drôle de bain avec les trois partis fla-

mands. Aujourd'hui, il explique, comme le CD&V d'ailleurs, qu'il sera le parti le plus modéré de la « suédoise ». A l'en croire, il serait presque devenu un parti de gauche. Quelle blague ! Relisez son programme. Le MR est le seul parti francophone. Il obtiendra un tas de ministres qui n'auront rien à dire. Ils sont ultra-minoritaires. Sous Di Rupo I^{er}, il manquait un ou deux sièges flamands pour être majoritaires. Ici, en Belgique francophone, il en manque les deux tiers... Mais bon, si les Wallons veulent se faire gouverner à distance par De Wever, c'est leur droit. La capitale wallonne a été transférée à Anvers. C'est là que se trouve le vrai volant de la coalition.

Et comment Bart De Wever s'en servira-t-il ?

Il a deux ambitions : réaliser son agenda socio-économique de droite, même si depuis des années l'Europe a exercé le même pilotage en réalisant aujourd'hui

que ça ne fonctionne pas. Mais sa frustration de ne pas avoir participé au pouvoir l'incite à reproduire les mêmes erreurs. Secundo, démontrer qu'un gouvernement flamand dirigé par la N-VA est capable de gérer et de produire un budget en équilibre. Au prix d'une société en déséquilibre. Mais ça, il s'en fout.

Et son ambition fédérale ?

Il veut que la N-VA en soit, histoire de démontrer qu'il dirige un parti responsable. En même temps, il occupe une position très confortable. Si la coalition suédoise doit traverser des turbulences, il aura beau jeu de pointer le doigt sur les francophones, en disant : « Vous voyez, qu'ils s'appellent Di Rupo, Reynders ou Michel, avec les francophones, c'est toujours la même chose... » Il ne va pas saboter le gouvernement. Mais si cela tourne mal, il tient déjà son bouc émissaire. ■

**Propos recueillis par
D.Ci et D.V.**